

## ALGER

## La CNCD décidée à marcher

*Dans Alger, où le vendredi est généralement dédié à la grasse matinée, les forces anti-émeutes ont pris position. Les alentours de la place du 1<sup>er</sup>-Mai, d'où devra s'ébranler aujourd'hui à 11h la marche nationale pacifique à laquelle a appelé la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), sont bleus d'Unités républicaines de sécurité (ex-CNS). Le pouvoir reste sur sa logique de répression.*

**Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)** - Les autorités ne comptent pas céder un pouce aux marcheurs qui auront répondu à l'appel de la Coordination. Le nombre impressionnant d'engins anti-émeutes stationnés aux alentours de la place du 1<sup>er</sup>-Mai laisse supposer que la répression sera encore de mise aujourd'hui.

Comme lors de la marche d'il y a une semaine, les forces de l'ordre se préparent à faire avorter l'initiative, la seconde du genre, donc, de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie. Mais face à cette exhibition de la tunique, la Coordination est restée sereine.

Lors de son ultime réunion d'avant marche, tenue vendredi après-midi au cœur d'Alger, elle a fait le point sur les préparatifs techniques de la manifestation. Elle a aussi rappelé sa détermination à organiser la marche, en dépit de la répression qui se pré-

paraît et des manœuvres dangereuses auxquelles se sont adonnés certains courtisans du pouvoir, dans les médias notamment, qui ont appelé à casser du marcheur.

D'aucuns ont dû lire les grosses manchettes incitant les habitants de certains quartiers d'Alger mitoyens de la place du 1<sup>er</sup>-Mai à s'en prendre aux manifestants. C'est de l'incitation à la violence, avec, encore plus grave, des relents basement racistes.

La Coordination a rappelé, plus que de nécessaire, que la marche à laquelle elle a appelé est de nature pacifique. Samedi 12 février, elle a réussi le pari d'une manifestation pacifique, en dépit d'une tentative instruite de la faire dévier.

Des jeunes ont été rameutés pour perpétrer une contre-manifestation. N'étaient la sagesse et le haut sens de responsabilité des organisateurs de la marche,



Photo : Samir Sid

Les forces de l'ordre se préparent à faire avorter la marche.

la situation aurait pu dégénérer. Ce sont ces provocations que certains travaillent à rééditer ce samedi, jouant, assurés qu'ils semblent être de ne pas être inquiétés, aux pyromanes.

Ces derniers agissent comme si la capitale appartenait à certains Algériens à l'exclusion du reste. Or, dans tous les pays du monde, les capitales sont le

réceptacle des contestations politiques et sociales, ceci parce que c'est au niveau de celles-ci que se trouvent les sièges des institutions.

Cela dit, nombre de pays étrangers, notamment les démocraties occidentales, avaient réagi à la répression que les autorités avaient opposée à la marche du 12 février dernier.

Les Etats-Unis, le Parlement européen, la France et l'Allemagne avaient appelé les autorités algériennes à permettre aux citoyens de s'exprimer librement et les forces de sécurité à de la retenue face aux manifestants. Samedi 12 février, plus de 300 manifestants ont été interpellés, dont des députés.

S. A. I.

## ORAN

## Les autorités locales font marche arrière et autorisent le meeting

*Même s'il fallait s'attendre à un revirement de dernière minute de la part des «décideurs» locaux qui semblaient, mercredi, «indécis» quant à l'octroi ou non d'une salle pour la tenue d'un meeting organisé par la CNCD d'Oran, celle-ci était loin de s'imaginer que sa demande allait être satisfaite en fin de journée.*

Vers 19 heures, un coup de fil des plus inattendus, provenant du maire en personne, informa l'un des membres de la CNCD Oran qu'il devait se présenter à la mairie d'Oran en vue de lui remettre l'autorisation de la tenue du meeting envisagé. Une autorisation «nocturne» qui a conforté les membres de la CNCD dans leurs convictions à toujours lutter pour arracher des droits.

Mercredi en fin d'après-midi, des membres de la CNCD Oran nous ont relaté toutes les étapes auxquelles ils ont été contraints pour, qu'au final, ils n'obtiennent pas de salle. «La première réponse des services de l'APC laissait présager deux éventualités : soit l'affectation de la salle El Feth de 10 h à 13h, puisque, nous dit-on, elle est déjà réservée, à partir de 14h, soit déposer une demande auprès du président de l'APC pour obtenir la salle Saâda qui relève directement de son autorité. Nous avons été par la suite reçus par le secrétaire général de l'APC, qui nous a donné son accord, en précisant que l'autorisation nous sera remise à 14h, à la Direction des affaires culturelles de l'APC. Aux environs de 14h, la réponse fut tout autre, puisque la salle El Feth

a été refusée au motif qu'elle était réservée alors que la salle Saâda ne pouvait être attribuée au motif de non-affectation à des activités militantes.»

Après avoir été «renvoyés» d'un service à un autre, les représentants de la CNCD Oran ont tenté de contacter les responsables de la wilaya ainsi que ceux de la daïra, sans y parvenir, puisqu'à chaque fois on leur signifiait que le «concerné était soit absent, soit en mission, soit en réunion».

Ce changement soudain d'attitude, semble répondre à des directives qui dépassent les autorités locales, puisque la veille, la demande n'avait même pas été prise en considération sous plusieurs «prétextes».

Preuve en est, puisque ce jeudi, lorsque des membres de la CNCD Oran se sont rendus, suite au coup de fil de 19 heures de la mairie, on leur demanda une copie de la demande.

Les concernés feront remarquer que la demande a été déjà déposée. C'est dire que ce n'est qu'une fois la décision prise par la CNCD Oran que le meeting aura lieu avec ou sans accord, même s'il devait se tenir dehors devant la salle en question, que ce change-



Photo : DR

ment d'attitude a eu lieu. «Nous comptons nous rassembler devant la salle et mettre les responsables locaux et ceux d'un plus haut niveau devant leurs responsabilités.

Pour preuve, même après le refus d'octroi d'une salle, mercredi, nos membres ont poursuivi la distribution des affiches dans les quartiers pour inviter la population à venir s'exprimer», dira l'un des animateurs de la conférence de presse, tenue vendredi par les représentants de la coordination au niveau du siège de la LADH. Des jeunes parmi les animateurs

de la conférence de presse étaient déterminés, plus que jamais, à continuer leurs actions pour plus de liberté.

«Sans notre détermination et notre volonté à ne pas lâcher prise, en annonçant qu'à défaut d'une autorisation, nous observerions un sit-in devant la salle en question, la réponse aurait «continuée» à être négative, tel que ce fut le cas mercredi. Cette autorisation de dernière minute est une victoire pour nous.»

Un autre jeune intervient pour mettre, dit-il, les choses au clair : «Nous n'avons pas été contraints

ou poussés à adhérer à cette Coordination, nous y sommes venus spontanément après avoir observé et écouté ses membres, qui nous ont, avant tout, donné la parole et n'ont pas parlé à notre place. Ce qui nous a d'autant plus encouragé à y adhérer, c'est tout ce qui se dit autour de cette coordination, du moins celle d'Oran quant à la mainmise de certains partis politiques, nous avons constaté que ceci est totalement faux. Les décisions se prennent avec l'aval et le vote de tous et chacun a un avis à donner. Personne ne nous dicte ce que nous devons dire ou faire et nous ne sommes pas payés pour être membres, c'est un choix spontané pour que nous les jeunes puissions enfin trouver un espace démocratique qui nous permettra de contribuer aux changements que nous souhaitons.»

Même si une salle a été accordée pour la tenue de ce meeting, les membres de la coordination disent ne pas être dupes.

«La tranche horaire qu'on nous a imposée, de 9 h à 11 h, un jour de week-end, n'est certes pas des plus avantageuses, mais nous ferons avec et nous prenons ce droit à tenir notre meeting à la salle Saâda (ex-Colisée) où nous pourrons, enfin, reprendre le dialogue entre Algériens, chose que nous avons trop longtemps attendue et il était temps de changer», diront les membres de la CNCD.

Amel B.